L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 16 FEVRIER 1847.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISSE,
No 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 16 FEVRIER 1847.

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU TARIF DE 1846.—Le rapport du secrétaire de la trésorerie, dit *l'Express* de New-York est soumis au public, et il ne fait que donner une épreuve nouvelle de l'incapacité de M. Walker dans la direction de nos finances nationales. Ce n'est qu'un assemblage de misérables détours et de fables essayés pour sauver au département du trésor de embarras que lui a suscités le changement de tarif. La seule chose évidente qui ressorte de ce rapport, c'est que toutes les prédictions des whigs à propos du nouveau tarif de l'année tant en train de se réaliser, et qu'il nous faut maintenant revenir sur nos pas pour arriver à rejoindre nos finances sur une base solide.

Le secrétaire propose des changements qui, profondément, si toutefois ces calculs sont exacts, ne doit on peut douter! $1,418,000 de revenu dont $900,000 proviendraient du sucre seul. Mais pourquoi ne pas avoir d'un seul coup proposé le rétablissement de droits anciens sur le sucre, afin d'obtenir tout un revenu plus considérable que celui qu'il attend d'un accroissement d'importation sur les chanvres, les bêches, ferblanterie et autres instruments aratoires! Tous les ferblantiers sont parfaitement que les ustensiles en question par le secrétaire du trésor se fabriquent aux États-Unis et que l'on aura beaucoup de droits sur ces articles, on ne sera jamais qu'une importe des quantités considérables. C'est là une simple fantaisie de secrétaire du trésor, dont ne qui n'a pas la moindre portée. Par un retour à l'ancien droit sur le sucre, on obtiendra des résultats certains pour le revenu

Les droits payés en 1845 se sont élevés à $2,988,129 ; en supposant que la même quantité s'en importe cette année, nous percevrons au taux actuel $1,553,963, somme qui dépasse de beaucoup celle que pourraient produire tous les expédients imaginables. Pourquoi, nous le répétons, M. Walker ne rétablirait-il pas, dans l'intérêt de la guerre, le taux de l'ancien tarif qui lui fournissait sur le champ une augmentation de revenu bien palpable! Le prix du sucre en 1845 n'était pas tellement élevé qu'il fut une entrave à la consommation, qui ne s'accentua pas notablement cette année par la réduction du droit. L'importation s'opère d'une façon assez régulière, et le revenu suivrait la même progression. Un retour à l'ancien taux serait donc le plus simple et le plus avantageux.

Rien serait de même pour le fer. Que l'on rétablisse l'ancien taux sur le fer laminé qui payait en 1845 $1,279,715, et nous aurons encore à peu près cette même somme, tandis qu'au taux actuel nous n'obtiendrons que $507,521, soit à dire une perte de $772,191.

Ainsi, en mettant à nouveau des étoffes de coton de 30 à 35 cents le yard. L'importation de 1845 a produit : $12,292,492 ; nouveau relèvement au taux actuel, perte de $5,056,892 sur la même quantité importée, produisant que $1,295,600 de droits. Au contraire de 20 cents que produisaient en 1845 un seul cent de $500,411, c'est à dire une quantité de $105,200.

Si donc nous revenions aux anciens taux sur ces quatre classes d'articles, nous verrions sur le champ revenu au Trésor des sommes qu'on en a retranchées par le Tarif actuel, c'est-à-dire.

Sur les sucres	$1,553,963
Sur les fers anglais	772,191
Sur les articles de coton à 30 cents	956,803
à 30 cents et au dessus	315,336
Total,	$3,598,376

Évidemment, à cette addition de ces divers articles ne se trouveront pas entièrement entrées, à diminuer par le retour aux anciens droits, et ce serait le meilleur moyen d'améliorer la situation de nos finances, tout en laissant entrer en franchise ce thé et ce café, aussi bien que les instruments de tarrage.

LA MALLE est arrivée hier régulièrement : nous avons reçu les dépêches des dates de toutes les villes du nord : de New York et de Philadelphie, de Baltimore et de Washington, &c ; mais comme elle n'est un dimanche, nous n'avons pu recevoir le *Herald* de New-York et un ou deux journaux du dimanche ; le Congrès ne nous fournit rien, la malle partant de Washington ce matin.

☞ Nous devons les renseignements à notre ancien Henry Jacobsen, qui a notre représentant Émile La Serre, pour différents documents qu'il a eu bien voulu nous adresser.

DIFFICULTÉS AVEC LE BRÉSIL.—Si l'on en croit le *Herald* de New-York, les difficultés survenues récemment entre le gouvernement brésilien et l'envoyé américain à Rio Janeiro sont arrangées de la façon la plus honorable pour les deux nations, grâce à la prudence, à l'habileté et à la modération du secrétaire d'État. A la suite d'explications qui ont eu lieu entre M. Buchanan et le chevalier Don Gaspar José de Lisboa, ministre du Brésil à Washington, la bonne intelligence a été parfaitement rétablie, et les dépêches qui contiennent les conditions de l'arrangement ont dû être expédiées par le *Southampton* qui était, on le sait, en partance pour le Pacifique.

Cette conclusion n'a rien qui doive surprendre. Dans les griefs réciproques que les Brésiliens et les Américains pouvaient avoir les uns contre les autres, il n'y avait assurément pas matière à une bouillie sérieuse. De part et d'autre, on avait vu un peu vu, et voilà tout. Cela reconnu évidemment de la version comparée des faits, telle qu'elle a été fournie par les correspondants américains et par les journaux brésiliens. Le premier moment d'irritation passé, on aura compris qu'on devait se raconter tout bien vite, et c'est ce qu'on a déjà fait à Washington, ce qu'on fera bien vite à Rio Janeiro, nous en sommes convaincus.

NAVIGATION A VAPEUR AÉRIENNE.—M. J. H. Pennington, inventeur d'un navire à vapeur aérien, va incessamment, dit-on, arriver dans notre ville. Il se propose d'y former une société pour la réalisation de son projet. Cet inventeur pourrait bien avoir quelque peine à y réussir, car notre population n'est pas d'humeur à donner trop légèrement dans des projets qui, au premier abord, semblent assez fantastiques. Nous verrons ! M. Pennington est en ce moment à Memphis.

M. CALHOUN ET CONGRÈS.—Voici comment s'exprime, à propos de l'illustre sénateur de la Caroline du Sud, la correspondance que le *Courrier de Charleston* reçoit de Washington :

« M. Calhoun possède en ce moment au Congrès plus d'influence qu'il n'en a jamais eu. Il tient la balance dans le Sénat sur toutes les questions. Il n'a employé ce pouvoir dont il jouit que pour faire échouer la nomination d'un lieutenant-général, et faire rejeter la modification formelle inconvenante que la Chambre des Représentants avait subie avant remerciements adressés au général Taylor. Il peut maintenant employer ce pouvoir avec plus d'effet et sur une question d'une bien plus haute importance. Il peut l'exercer à propos de la conduite et du but de la guerre, et mettre des limites à toute addition de mesures qui en amélioreraient la prompte conclusion. Je suis d'ailleurs convaincu qu'en ce qui le regarde il ne fera rien de semblable, mais qu'il laissera cette matière à légiférer à l'autre, et surtout les whigs, pourront se tailler. Je doute qu'il veuille soutenir l'amendement de M. Berrien, mais je suis certain qu'il désapprouvera celui de M. Cass. Tout me porte à croire qu'il n'appuiera point le bill de M. Sevier, sous sa forme actuelle. Il présentera sans doute quelque amendement à ce bill, afin de donner au Sénat l'occasion de manifester son opinion sur le but de la guerre, les conditions de la paix et les moyens de l'obtenir. Je doute en même temps qu'il donne son adhésion à l'acquisition d'un territoire mexicain au-delà du Rio Grande, à moins que ce ne soit celle de quelque port de mer favorablement placé pour notre commerce. Du reste, nous aurons bientôt à quoi nous en tenir. »

CIRQUE DU GREAT-WESTERN.

Représentation au bénéfice de la souscription irlandaise.

Aussitôt qu'on le verra par l'avis publié dans nos colonnes, les directeurs du cirque Great Western ont offert au comité chargé de recueillir les souscriptions en faveur de l'Irlande, une représentation gratuite dont le produit total sera versé dans le fonds de secours. Ce bénéfice aura lieu ce soir, et le public ne manquera sans doute pas de s'y porter.

THEATRE D'ORLEANS.

Ce soir un véritable spectacle de mardi gras, c'est-à-dire de vaudeville, de charge, et partant de la gaîté. M. Ménéhand nous mettra à mérite d'applaudir une des plaisanteries les plus heureuses qui aient jamais paru sur la scène française : *Mme Gibou et Mme Pochet*. Avis aux amateurs de bon rire.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

LUNDI, 15 février 1847.

M. Waterson présente une résolution enjoignant au comité des réclamations de rapporter un bill pour autoriser les greffiers de cour à encourir un sceau pour l'usage desdites cours. La résolution passe.

M. Smith présente une résolution enjoignant au comité judiciaire de voir s'il ne serait pas convenable d'imposer à l'avenir une taxe sur les terres des États-Unis qui seront vendues, et cela à dater du dixième jour après la vente. Un acte semblable passé le mois dernier, permet aux États incorporés depuis 1820, d'imposer une taxe sur les terres des États-Unis, à dater du jour où elles sont vendues. La résolution est adoptée.

L'acte autorisant le trésorier de l'État et l'auditeur des comptes publics à régler les comptes des collecteurs des taxes d'État, et à rembourser tout excédant de taxes qui aurait été versé au trésor depuis 1846, est pris en considération, et passe après avoir été lu trois fois.

Le bill relatif aux sessions de la cour suprême, est, sur motion de M. Smith, référé au comité judiciaire.

L'acte du sénat qui accorde à la compagnie du chemin de fer du golfe du Mexique, de nouveaux délais pour le paiement de ses actions, est lu trois fois et passé.

La chambre s'occupe ensuite du bill qui décrète la révision et la compilation des lois de l'État. Il s'élève une longue discussion. La chambre adopte enfin un amendement de M. Olivier portant que la commission de révision sera nommée au scrutin par les deux chambres de l'assemblée générale, immédiatement après la passation du bill. Les autres sections du bill sont adoptées avec de légères modifications, et le projet de loi subit une seconde lecture ; la troisième aura lieu demain (aujourd'hui).

La chambre s'ajourne.

SÉNAT.—M. Felix Garcia, au nom du comité des améliorations, rapporte un acte décrétant l'incorporation d'une banche à établir par l'une de département de l'ingénieur. Cet acte est lu trois fois et passé.

Le bill de M. Brashear pour incorporer la compagnie de télégraphie électrique entre la Nouvelle-Orléans et Washington, est relevé à un comité spécial de trois membres.

Le sénat s'occupe ensuite du bill relatif aux jurys de police. Ce bill est lu trois fois et passé avec quelques amendements.

Le bill de la chambre qui exempte les propriétaires de la paroisse de Jefferson de la nécessité de servir dans le jury et dans la milice, est sérieusement et passé après avoir subi trois lectures.

Plusieurs autres bills de la chambre subissent une première lecture, puis le sénat s'ajourne.

Chronique Locale.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ No UN.—Séance de lundi soir. Le président Genois occupe le fauteuil. Le secrétaire donne lecture d'un message de Maire, soumettant à la sanction neuf propositions pour la réparation des prisons. Sur motion de M. Hagan, ce message est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

Le conseil des améliorations présente plusieurs résolutions qui sont adoptées, entr'autres celle ci, autorisant le Maire à donner avis public, jusqu'au 1er mars prochain, pour la réception de propositions cachetées pour l'achat des pompes et machines, maintenant au bayou St. John, et construction pour le desséchement du faubourg Lenne en construisant et en montant de nouvelles.

Après d'autre affaires, le Conseil s'ajourne.

SECOURS A L'IRLANDE.—Les sommes collectées dans les différentes églises de la seconde Municipalité, dimanche dernier, pour venir au secours des pauvres d'Irlande, ont été très considérables. Ce montant a été versé entre les mains du maire.

MARDI GRAS.—La grande procession de la Mascarade se formera cet après midi, à quatre heures, vis-à-vis la Bourse St-Louis, et défilera dans les principales rues de la ville ; pourvu cependant qu'une somme suffisante soit versée entre les mains de M. Reiffert, propriétaire de la salle de bal, de la rue St-Louis, pour payer les musiciens qui seront employés pour cette occasion.

PARJURE.—Deux individus ont été conduits hier au bureau du recteur Baldwin, sous la prévention de s'être parjurés à la dernière élection. Il paraîtrait que l'un d'eux nomme George Strassheim, s'annonçant de naissance, ayant déjà voté une première fois, s'est présenté sous un autre nom et a juré qu'il n'avait pas encore voté. Le second, qui est anglais et qui se nomme Davis Sayers, aurait produit de faux papiers de naturalisation en jurant qu'il les avait obtenus légalement et que les avait obtenus légitimement. Les deux accusés avaient donné leur suffrage en faveur du ticket démocrate. Ils subiront demain leur interrogatoire.

Les nommés John et Alexandre Greenwood, prévenus de vol, ont comparu hier devant le recorder Baldwin. Ce magistrat, après une longueuse enquête, les a renvoyés pardevant la haute cour de district pour y subir leur jugement.

ENFANT TROUVÉ.—M. Eugène Conrad est venu déclarer hier au recorder Genois, qu'il avait trouvé un enfant figuré et qu'il l'avait recueilli. Cet enfant, qui se nomme Hermann, âge d'environ six ou sept ans, il est actuellement au dépôt de M. Conrad, rue Bourgogne, entre St Philippe et Ursulines.

ENQUÊTE.—Le coroner Spedden a tenu hier une enquête sur le cadavre d'une femme nommée Anne Vamorden. Trouvée à l'eau près l'embarcadère du Ferry, elle en avait été retirée ; mais elle rendit l'âme peu d'instans après avoir été déposée sur le rivage de la rue du municipalité.

On a trouvé sur sa personne une lettre, que l'on croit être de son mari, datée du camp près de Monterey, au Mexique. Le jury d'enquête a rendu ce verdict : Noyée.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—La Cour a condamné hier les prisonniers dont voici les noms, aux peines qui suivent : H. Lazard *dit* Dufaure, de Lafourche, déclaré coupable de faux, 5 ans de travaux forcés ; Thomas Casez, trouvé coupable de vol, 4 mois de prison et les dépenses ; Nathaniel M. Parsons, pour un délit semblable, même peine ; Michael Norton, pour tentative de vol, 7 mois de prison et les dépens.

Les nommés John Brady et Michael Finnegan prévenus chacun de vol, ont été ensuite mis en jugement. Le premier a été déclaré coupable par le jury, le second a été acquitté.

SOUS-TRÉSORERIE.—L'avis suivant a été publié par le secrétaire de la trésorerie :

Département du trésor, 4 février 1847.

En vertu des dispositions de l'acte du 6 août dernier, établissant la trésorerie constitutionnelle, il paraît convenable, et il est ordonné ici que le 1er avril en avant, les balances qui restent dans les banques, soient transférées en espèces ou en bons du trésor et déposées entre les mains soit du trésorier des États-Unis, soit de l'assistant trésorier le plus voisin, soit du trésorier nommé ou du dans les succursales, selon que faire se pourra.

Par les dispositions de la 19e section de cette loi, aucun débouché ne pourra être fait après le 1er avril prochain, excepté en espèces ou en bons du trésor, et il paraît convenable qu'après cette époque, les dettes publics ne restent plus, en tout ou en partie, dans les banques.

Comme les balances qui restent en banques se trouvent réduites à des sommes peu considérables, aucun inconvénient ne peut résulter de l'ordre qui précède.

R. J. WALKER,
Secrétaire de la Trésorerie.

MAINE.—La vallée du Penobscot a été couverte de neige durant les premiers jours de janvier ; mais la couche qui s'est formée, était d'environ trois pieds, et les communications se sont trouvées interrompues.

LES PÉRÉGRINATIONS D'UN CADAVRE.—On a trouvé récemment, dans l'East River, à New-York, un cadavre dont la gorge avait été coupée. L'histoire de ce cadavre en assez curieuse. C'est celui d'un nommé Thomas Wolcott, né à Windsor, dans le Connecticut, et neveu du célèbre Wolcott, ex-gouverneur de cet État. Cet individu avait été plongé dans la misère par la mauvaise conduite, au point d'être réduit à la mendicité. Un jour, en tendant la main, il reconnut dans une maison une veuve, ancienne amie de sa famille. Il lui raconta ses peines et obtint d'elle la promesse que, lorsqu'elle aurait assez d'argent, elle lui ferait transporter ses restes dans le caveau de sa famille. Fidèle à ce sentiment, la veuve ayant appris que ce pauvre diable venait de mourir à la Maison de Refuge, fit transporter son cadavre, mais en faillant sa fosse on ne l'y retrouva plus. Des carabins l'avaient enlevé, disséqué, puis jeté à l'eau. La veuve étant décédée de sa part accomplir sa promesse, et elle avait porte plainte au Coroner qui eut l'idée que le cadavre trouvé flottant dans l'East-River pouvait être celui de Thomas Wolcott. La découverte en effet, grâce à ses soins les restes du malheureux gisent aujourd'hui dans le tombeau de sa famille, entre ceux de sa femme et de ses enfans.

CHEMINS DE FER ANGLAIS.—Le nombre des projets de chemins de fer qui doivent être soumis au parlement anglais dans la prochaine session, s'élève à plus de 300, quelques-uns pour des lignes nouvelles, mais la plupart pour des extensions de lignes, des déviations, des embranchements. En supposant ces projets de 16 kilomètres (10 lieues) l'un dans l'autre, ce qui est une moyenne très basse, l'étendue des railways compris dans ces trois cents bills sera de 4,800 kilomètres (1,200 lieues), ce qui forme une addition importante aux chemins actuellement en construction.

Le chemin de Bury-Saint-Edmund, dont l'ouverture s'est faite il y a quelques jours, a 48 kilomètres (10 1/2 lieues) de long, et a été terminé en deux mois, rapidité d'exécution double pour les difficultés d'art ordinaires : 1,000 mètres (4de de lieue) environ par mois avec 1,000 ouvriers. Les 300,000 hommes employés actuellement à la construction des chemins de fer en Angleterre reçoivent $1,200,000 de salaire, par semaine (60 $5 par homme en moyenne.)

CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT A L'ATLANTIQUE.—Un chemin de fer doit relier prochainement, Montreal, Canada, à Portland, Maine ; et l'ouverture de ce chemin qui se trouve dans le [illegible], est prévue [illegible] voie d'exportation.

Suppression du nom de la Pologne.

Il y a quelques jours, dit le *Siècle*, nous annoncions, d'après des informations certaines, que le royaume de Pologne édifié par les traités de Vienne allait disparaître morcelé en provinces russes. Cette nouvelle d'une haute gravité se trouve, nous ne dirons pas confirmée, nous la tenons et la donnons pour exacte, mais développée dans une correspondance de Varsovie adressée à la *Réforme*. Voici ce qu'on écrit à cette feuille :

« A partir du 9 janvier, premier jour de l'année russe, l'ancien royaume de Pologne prendra le nom de *Nouvelle-Russie*.

« Il sera divisé en deux gouvernements : celui de Varsovie et celui de Lublin.

« Le prince Paskiewicz, gouverneur actuel du royaume de Pologne, sera remplacé par le prince Gorczakoff.

« Les treize collèges du royaume seront supprimés et remplacés par des écoles communales.

« La langue russe sera de rigueur pour tous les cours.

« A Varsovie, au lieu de trois collèges il n'y en aura plus qu'un.

« Les collèges de Kalisz, de Kielce et de Lanz seront transformés en écoles, l'une de commerce, l'autre des mines, l'autre des langues.

« Les données seront supprimées ; les produits russes rentreront en Pologne sans droits ; les produits polonais seront taxés.

« Le recrutement a été opéré avec la plus grande de rigueur. On l'a fait porter sur tous les jeunes gens qui avaient reçu quelques instruction ; les cadres ont été remplis par les paysans. »

Selon la doctrine de l'*Observateur autrichien*, les puissances copartageantes ne feront aucune objection, le restes de l'Europe n'a rien à dire ici. Cependant la Russie est-elle dans la même situation vis-à-vis de l'Allemagne, lorsqu'il s'agit entre les deux pays un nouveau partage de Pologne pendant une constitution particulière, une armée nationale, ou lorsqu'elle ne cesse pas jusqu'à la Vistule que des provinces russes soumises à la loi et au gouvernement général de l'empire ! Pas un homme de bonne foi qui ne reconnaisse la différence de la situation. Mais qu'importe aux puissances du Nord ! La France et l'Angleterre sont en désaccord sur la question espagnole ; c'est le moment d'agir contre le droit des peuples en pleine sécurité. Toutefois la Grande-Bretagne et la France sont divisées par des intérêts qui peut-être auront disparu demain. D'un moment à l'autre, la France peut se souvenir de ce que seule elle a fait pour l'émancipation des peuples. Nous pensons d'ailleurs que les puissances usurpatrices ne se hâteront pas d'engager l'. Aux détracteurs, aux incrédules, aux pessimistes, le poeux retourneur a répondu comme ce philosophe au sophiste qui mait le mouvement : il a marché.

Ce qui frappe surtout dans la conduite et les manifestations de cet homme éminent, c'est encore moins l'élévation, l'onctueuse fermeté du langage, la grâce et la noblesse évangéliques de l'ame, que la mesure et l'habileté pratiques résultant d'une connaissance approfondie de son pays et de son temps. Comme souverain temporel et comme pontife, Pie IX a toujours su se tenir deux époques romaines. A côté et au-dessus de l'Italie il y a en lui l'homme universel. Partisan et les actes de son gouvernement, il relève et fulmine au dehors de crédit, depuis longtemps fort ébranlé, de l'Église ; il ôte aux adversaires de la foi catholique, ou du christianisme lui-même, la ressource de mille arguments spécieux, ce qu'il donne aux Romains, il le promet, selon la mesure des temps et des lieux, aux catholiques sincères de France, de Belgique, de Suisse, d'Allemagne, d'Irlande, d'Espagne, de Portugal, de Pologne et du Nouveau-Monde : il leur promet l'accord si naturel de l'Évangile et de la liberté, le terme des manœuvres et de l'exploitation jésuitiques, la réputation solennelle d'un système de mensonges, de corruption, de violence contre les droits des peuples et leur nationalité. Pie IX ne s'annonce pas uniquement comme le restaurateur de l'État romain, mais comme le chef du catholicisme, de la morale et de la charité universelles.

A-t-il conscience de cette autorité, de cette espèce de droit divin supérieur à celui de tant de couronnes indignement portées ? S'il n'en pas convaincu que lui de sa mission, si l'on peut lui rapporter à une sorte de manifeste publié et répandu dans les États de l'Église sous les auspices mêmes du gouvernement (1). Une correspondance de Vienne, accueillie par un journal conservateur français, avait positivement déclaré que Pie IX *seul*, sans l'appui materiel des puissances, sans argent, et par conséquent sans pandore, ne viendrait pas à bout de la moindre réforme ; qu'il resterait dupe de sa bonté et victime de ses propres vertus ; qu'un réformateur avait surtout besoin d'être fort pour n'être pas le jouet des vertueux des politiques et des passions populaires, &c. A ces assertions touchantes, l'organe pontifical oppose une série d'arguments, de considérations et de faits d'une portée aussi haute que le ton en est ferme. L'espace nous manque pour en donner ici une traduction complète, mais nous pouvons du moins en faire une analyse rapide.

On avoue, dit l'auteur anonyme des *Réflections*, que " le pape se fait aimer. " Il nous plaît de voir l'Autriche confesser ce que sent et proclame l'Europe entière ; mais cet amour n'est-il pas déjà un progrès, un moyen d'amélioration bien désirable ? Le débarrement des finances, ce n'est pas d'aujourd'hui que Pie IX en est instruit. Comme simple particulier, il a eu le loisir d'en étudier toutes les causes et d'en chercher le remède, avant de pouvoir même imaginer qu'il serait un jour appelé à l'appliquer comme prince.—Il est seul, répète-t-on, dénué de l'appui matériel des puissances ; mais serait-il plus fort si, portée sur les bras d'autrui, il n'était qu'un instrument de réaction et de violence ! Vous doutez qu'il puisse conduire à terme la moindre des réformes ! Et il a déjà obtenu la plus grande, l'autre, et la confiance filiale des esprits, naguère si ombrageux et si irrités. Qu'une poignée de gens timides, trompés ou mal intentionnés, persiste dans une hostilité coupable : l'impuissance universelle est plus forte que leurs craintes ou leurs intrigues ; plus grande que leur malice est la vertu de Pie IX ; il amende ses sujets en les traitant en père.... Rappelons-nous d'ailleurs que les hommes ne sont *infaillibles* ! N'oublions pas que s'il est difficile d'obéir, il n'est pas plus facile peut-être de commander. Quant à la violence étrangère, le gouvernement pontifical a contre elle sa propre faiblesse, la reconnaissance des États, l'appui de l'opinion et la foi des traités.

Au reste, que pour réformer il faille être fort, qui songe à le nier ? On, fort, mais de cette force qui maintient et agrandit ce qu'elle gouverne, de cette force qui, même à la guerre, imprime à trente-cinq mille soldats une valeur et une supériorité à mettre en déroute quatre armées, chacune plus nombreuses ; de cette force qui, dans la paix, au milieu des ravages de la barbarie et de l'athéisme, relève les autels, édifie un code immortel pour le bonheur des peuples. Cette force qui manifestent